

<https://www.la-sociale.online/spip.php?article558>

Des voeux pour l'inconnu !

- Actualité -

Date de mise en ligne : jeudi 31 décembre 2020

Copyright © La Sociale - Tous droits réservés

Sans aller trop loin dans la comparaison, on peut dire que les vœux de janvier 2020 furent assimilables à ceux de janvier 1939 et de janvier 1914, les bombes en moins et ce n'est pas rien.

Cependant, à l'image des périodes post-1918 et post-1945, l'après COVID 19 conduira incontestablement vers un monde nouveau.

Je ne polémiquerai pas sur la gestion économique et sociale, notamment les déplacements des hommes et des femmes, dans cette période dite du COVID.

Sur le continent européen, les deux systèmes ont été utilisés.

Les pays nordiques, Suède en tête et la Grande-Bretagne, ont joué libéral, laissant les personnes circuler à leur guise.

Les pays du Sud, Italie, Espagne et la France entre autres, ont utilisé le confinement et même le couvre-feu.

Dans un cas comme dans l'autre, les résultats sont insatisfaisants.

Même l'Allemagne qui, pour certains commentateurs, était au début considérée comme un modèle, a dû changer de méthode en cours de route.

Pour nous Français, l'incompréhensible tient au sort fait à la culture. Que les méga-salles de spectacle soient interdites d'activité, cela se comprend, mais que les cinémas, les théâtres et autres petites salles, soient fermés, c'est inadmissible.

L'autre point condamnable est la situation faite aux personnes précaires et aux étudiants que le gouvernement a négligés et néglige toujours.

De cette période, il faut d'ores et déjà mesurer l'impact sur le futur. Hélas peu d'énergie a été dépensée pour connaître les origines de cette pandémie.

Je ne partage pas l'idée selon laquelle ce virus a été fabriqué et dispersé pour atteindre plus rapidement le monde nouveau, mais je suis convaincu que les risques d'une pandémie consécutive au modèle économique ultralibéral et mondialisé étaient évalués.

Il paraît improbable que les scientifiques du monde entier n'aient pas alerté les « grands » de ce monde, le G20 par exemple, des risques de circulation des phénomènes viraux.

Depuis de nombreuses années, ils alertent sur les dangers de la déforestation :

en Amazonie pour la culture et l'exportation du soja au compte de l'agro-industrie,

en Indonésie pour la culture des palmiers spécifiques pour l'exportation de l'huile au compte de l'agroalimentaire

en Afrique subsaharienne pour nourrir les populations locales en pleine expansion.

En 2018, la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques alertait :

« Nous (les sociétés modernes) avons transformé une grande partie de nos forêts, de nos prairies, nous avons perdu 87 % de nos zones humides »

Cette institution indiquait que 50 millions d'humains seront contraints de migrer, d'ici 2050, et même jusqu'à 700 millions, si rien n'est fait.

Ce qui montre que les politiques sont sourds aux alertes des scientifiques, plus enclins à donner satisfaction aux businessmen.

On pourrait y ajouter la fonte des glaciers, notamment au Pôle Nord. Des chercheurs du Laboratoire Information Génomique et Structurale du CNRS alertent sur les risques de libérer des virus, notamment de l'anthrax. Une bactérie mortelle qui aurait tué 1500 rennes en Sibérie en 2016.

Une rumeur circule selon laquelle la Chine aurait repéré un virus dès 2013, sans se préoccuper outre mesure.

Il faut se rappeler le traitement des autorités chinoises fait à l'adresse du médecin chinois qui avait osé alerter publiquement, en décembre 2019, sur les risques potentiels d'une épidémie à venir. Il avait été accusé de « propager des rumeurs » Il est décédé depuis, paraît-il du COVID 19 !

Une autre rumeur concerne l'Organisation Mondiale de la Santé qui serait sous influence de la Chine. Le courroux de Donald Trump pourrait ne pas avoir été que caractériel, pour une fois.

Des vœux pour l'inconnu !

Par contre, ce qui n'est pas une rumeur, c'est l'état de quasi indigence de nos Universités, accentué par la loi « Libertés et Responsabilités des Universités » de 2007 et son recours aux fonds privés.

Dans les circonstances actuelles, l'heure ne devrait pas être à la pingrerie gouvernementale, mais au contraire, il faudrait donner les moyens à la recherche publique pour protéger les populations.

Il est donc vraisemblable qu'en coulisse les intérêts des laboratoires pharmaceutiques du monde entier et ceux de l'économie numérique ont convergé pour faire silence et se préparer à cueillir le fruit quand celui-ci serait mûr.

Nous y sommes.

Aux premiers jours de l'épidémie, l'état de l'Hôpital public fut connu de tous.

Il est à regretter que malgré les actions militantes des personnels de santé au cours des dernières années et les alertes lancées, courant 2019, par les médecins et les professeurs, le peuple soit resté insensible à la dégradation de ce qui, historiquement, était reconnu dans le monde entier, comme un fleuron.

Enfin, après quelques semaines de présence du COVID-19, la population se mobilisa. Et quelle mobilisation !!!

Elle se donna rendez-vous, tous les soirs à 20 H, pour applaudir aux fenêtres les personnels hospitaliers.

On peut s'interroger sur la profondeur de cette mobilisation ! Il est peu probable qu'en règlement d'un achat dans un commerce quelconque, une infirmière, un aide-soignant, un agent d'entretien puissent satisfaire la caissière en lui présentant, pour solde de tout compte, les applaudissements reçus la veille à 20 H !!!

Mais, qu'à cela ne tienne, en matière sonnante et trébuchante, le peuple ne manque pas d'idée.

Les cagnottes en ligne font florès, très souvent soutenues, promotionnées par le showbiz et le sport-business, qu'en retour le peuple adule et vénère !

Progressivement, le principe de « Dame patronnesse » s'organise autour du numérique. On ne compte plus les appels aux dons relayés par les spots télévisés et radiophoniques.

Parallèlement, au nom de l'impérieuse compétitivité, l'Etat ne cesse d'alléger, d'exonérer les cotisations patronales, honteusement appelées charges.

Progressivement, la charité entre dans la comptabilité du service public.

Le coup de grâce fut donné par les syndicats signataires du « Ségur de la Santé »

Alors qu'un regain de mobilisation des personnels de terrain se profilait, des syndicats signèrent des accords de salaires ne couvrant pas l'ensemble des personnels, ne garantissant pas le niveau de l'emploi et ne s'opposant pas à de nouvelles fermetures de services et même d'établissements.

C'est l'acte 1 de l'après COVID, l'acte 2 s'articule autour de l'accélération du numérique.

Précédemment au COVID 19, le numérique s'était surtout développé dans le secteur tertiaire et des services. La pandémie a donné au commerce l'occasion d'entrer massivement dans le système y compris le commerce de proximité, aidé en cela par les cadors de l'e-commerce.

Au plan local, les structures publiques (conseils municipaux - conseil intercommunaux ...) n'ont pas ménagé leur peine pour nouer des partenariats afin de créer des plateformes.

Pour sauver l'activité du commerce local, ces initiatives étaient compréhensibles, mais la question est de savoir si, après la période du COVID-19, le commerce, surtout local, retrouvera son fonctionnement historique avec du personnel, vendeuses, vendeurs, caissières, caissiers ... ?

Le COVID-19 a permis au numérique de s'introduire dans tous les secteurs de la vie humaine.

Le télétravail, dont on ne mesure pas aujourd'hui les effets négatifs, à court terme, sur le droit du travail dans une économie globalisée et donc sans frontière.

L'instruction publique à distance - collèges, lycées - universités - avec des risques pour la pédagogie et l'emploi.

Dans un avenir proche, il faudra compter avec les transports collectifs et privés, dotés de véhicules sans conducteurs.

L'agriculture ne sera pas oubliée, puisqu'il est prévu des engins dirigés à distance.

Ne cherchons pas les raisons du développement anarchique de la 5G. Le Président de la République n'a d'ailleurs pas hésité à s'investir, insultant celles et ceux qui souhaitent une étude d'impact de cette nouvelle technologie, les qualifiant de partisans du « retour à la lampe à huile » Il a même osé les comparer à la communauté « amish » qui refuse tout progrès !

Cette 5G contribuera à cette révolution possiblement mortifère.

Mais la question qui s'impose, et notre responsabilité est engagée, est de savoir si ce type de société basée sur l'intelligence artificielle est compatible avec un système démocratique dont l'humain est la priorité.

Des vœux pour l'inconnu !

Pour moi, et sans hésitation, la réponse est non.

La délocalisation de notre industrie, de la fin des années 80 à nos jours, nous a fait perdre la moitié de nos emplois. Il nous en reste aujourd'hui environ 3 millions. Conséquemment, la France compte aujourd'hui près de 10 millions de personnes sous le seuil de pauvreté.

La révolution numérique amplifiera le phénomène sans pouvoir, à ce jour, en mesurer l'ampleur.

Mais les risques sont tangibles, l'emploi s'en trouvant affecté, la pauvreté et l'exclusion atteindront des sommets insupportables avec des risques majeurs pour notre démocratie.

L'absence de syndicats combattifs et une gauche engluée dans le social libéralisme conduira les exclus à utiliser des moyens d'action plus ou moins violents.

Les prémices de ce développement sont connues depuis plus de deux ans.

Et puisque c'est la période des vœux, souhaitons vivement qu'un sursaut populaire intervienne rapidement pour sauver notre République et réhabiliter son caractère social et laïc.

Il y a urgence car le réservoir des citoyens convaincus, sans lesquels rien n'est possible, de l'humanisme et de l'Etat/Nation, se vide dangereusement.

Une partie se déverse dans le camp de l'écoeurement, du désespoir, du renoncement, refusant même d'aller voter.

L'autre partie considère que la solution passe par la violence.

Les deux années qui viennent de s'écouler attestent de cette funeste option.

C'est le pire qui puisse nous arriver, car il enclenche le cycle infernal, violence du peuple, répression de l'Etat.

Des politiques attendent cet alibi, avec impatience, pour produire des lois liberticides qui au final seront acceptées par le peuple lassé du désordre.

2021 devra être l'année du sursaut républicain, ou !